



# Quand l'austérité s'attaque aux biens publics !

L'union Départementale CGT de l'Essonne s'associe à l'appel à la grève décidée par les organisations de fonctionnaires, enseignants et de santé le 26 janvier prochain, contre les réformes régressives et le pacte de stabilité qui mettent en danger la pérennité des services publics.

L'offensive du gouvernement contre les Services Publics et les fonctionnaires touche également de plein fouet les salariés du secteur privé, les retraités, les jeunes et les chômeurs.

Pour l'union Départementale CGT de l'Essonne, il y a une grande urgence à agir pour changer la situation économique de notre pays et pour réellement lutter contre l'exclusion sociale, terreau du désespoir et de la relégation.

## **L'urgence sociale, c'est ici et maintenant.**

L'ensemble de ces attaques ne sont dictées que par une seule raison : combler les déficits liés aux cadeaux de l'Etat au travers du pacte de responsabilité, aux subventions sans contrôle et aux exonérations des cotisations patronales accordées aux entreprises, censées relancer l'économie !

Les recettes en sont simples : réduire les dépenses de santé de 2%, faire une baisse continue des dotations budgétaires aux communes, départements et régions.

Déjà en Essonne, les choix sont faits : les plus fragiles de nos concitoyens et les salariés. Les annonces du Président du Conseil départemental F.Durovray instrumentalisent la misère à des fins politiques et ne feront qu'accentuer, exclusions, isolements, rejets et augmentation de la pauvreté !

Celui-ci a ouvert les hostilités envers les agents du Conseil Départemental et des communes, par la remise en cause du temps de travail, de diverses primes et de leurs emplois.

Cela dégradera une fois de plus les conditions d'exercice des missions de services publics et ne permettra plus de répondre aux besoins que chaque citoyen, quel que soit son lieu d'habitation, est en droit d'attendre puisqu'il les finance au travers de l'impôt.

De la Santé à l'Education, en passant par la réforme des territoires, aux services postaux, de l'eau ou de l'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale, ce sont tous ces « amortisseurs sociaux » et liens sociaux qui vont progressivement disparaître !

Pas de répit pour ce gouvernement qui s'attaque à toutes les fonctions publiques de ce pays : l'école, les hôpitaux, la sécurité sociale, les territoires et la présence de l'Etat, afin de répondre aux exigences de Bruxelles et des PDG du CAC 40 à l'origine de ces déficits !

## **Nous sommes tous concernés par ces réformes !**

Les intérêts des salariés du privé comme du public, des retraités comme des privés d'emploi sont étroitement liés par la remise en cause des services de l'Etat.

Il nous faut impérativement défendre nos services publics et les conquises sociales gravement mis en cause par les attaques destructrices de ce gouvernement.

C'est dans ce contexte que les fédérations de fonctionnaires CGT, FO et Solidaires des trois versants de la Fonction Publique, soutenues par la FSU, appellent l'ensemble des personnels (de la fonction publique) à la grève le 26 janvier pour l'augmentation des salaires et la défense du service public.

**C'est la raison pour laquelle l'union Départementale CGT de l'Essonne invite les salariés du secteur privé, les retraités et les privés d'emploi à rejoindre la**

**Manifestation  
MARDI 26 JANVIER  
14H à Paris Montparnasse.**